

1970–2010 : ECHEC OU REUSSITE DE LA POLITIQUE MENE EN FAVEUR DU THEATRE POUR JEUNES PUBLICS ? UNE QUESTION DE POINTS DE VUE

Par Myriam GOMET

Du point de vue de la création et de la diffusion, tout d'abord.

Depuis le premier décret de 1973, relatif aux conditions d'agrément et d'octroi de subsides aux théâtres de l'enfance et de la jeunesse, la législation n'a cessé de stimuler la professionnalisation du secteur. Contrats-programmes, conventions, « contrats de confiance », diverses mesures ont été prises par les pouvoirs publics pour permettre aux compagnies de gérer sur plusieurs années leurs projets de création. Les contrats-programmes, surtout, et même s'ils ne concernent que les compagnies les plus « installées » permettent à ces dernières de ne plus se retrouver dans la tourmente financière à la suite de l'échec public de l'une de leur création.

Ce « confort » financier s'est traduit par un indéniable « confort » artistique, libérant les créateurs des productions sans risque et plaisant au plus grand nombre pour ne pas compromettre leur avenir pécuniaire, et

offrant par la même occasion à notre Communauté un théâtre jeunes publics des plus audacieux tant par son contenu que par sa forme.

N'allez cependant pas croire que les Compagnies de Théâtre Jeunes Publics nagent dans l'opulence. Les contrats-programmes ne les concernent pas toutes, d'une part, et d'autre part, les moyens sont, comme partout en culture, bien en deçà des besoins, les conditions de travail restent difficiles, le statut de l'artiste n'est toujours pas satisfaisant.

Dans le même temps, cependant, les conditions de diffusion ont suivi la même évolution de professionnalisation : salles obligatoirement occultées, gradins le plus souvent indispensables, équipements techniques nécessaires. Plus encore, le nombre d'enfants assistants aux spectacles s'est lui aussi régulé au fil des ans, la jauge de spectateurs étant devenue un critère d'accueil du spectacle et pouvant pour les

plus jeunes (à partir de trois ans) descendre à septante spectateurs maximum.

Loin de nous les représentations avec papier journal aux fenêtres de la salle paroissiale, tapis et bancs de gymnastiques, chaises et tables, plus bruyantes les unes que les autres, formant un gradin de fortune sur lequel étaient entassés autant d'enfants que possible encagoulés et emmitouffés dans leurs anoraks (car n'allez pas croire qu'il y avait un vestiaire dans ce genre de salle !).

Petit à petit, le théâtre n'est plus allé à la rencontre des enfants mais les enfants sont venus au théâtre. Les Centres culturels, partenaires privilégiés des politiques culturelles territoriales, ont pris le relais et joué le rôle de coordinateur de cette activité « parascolaire ». Ils mettent à disposition leurs infrastructures, leurs équipements scéniques et leurs régisseurs.

Du vrai théâtre, dans de vraies salles, des petits spectateurs en herbe, même pas serrés les uns contre les autres : les conditions optimales pour faire d'eux les théâtres de demain.

Les Centres culturels jouent, en outre, en ce domaine, leur rôle de programmateur culturel au sens plein. Au-delà de fournir les infrastructures équipées et de rassembler les enfants pour faire « coller » les jauges à chaque représentation, la plupart d'entre eux réalise un véritable travail de fond avec les enseignants.

Les spectacles sont présentés dans le cadre de commissions réunissant les réseaux d'enseignement, les choix de saison sont opérés en commun, des cahiers pédagogiques ou des animations sont parfois proposés. Beaucoup de responsables de programmation sont même accompagnés par des enseignants à Huy, en août, lors de la sélection annuelle des spectacles, pour impliquer et former le milieu scolaire à cette programmation.

Finies les représentations théâtrales improvisées par un directeur d'établissement, profitant d'une journée de Saint-Nicolas ou d'une quelconque journée pédagogique et finis les instituteurs peu motivés. Les Centres culturels, en plus d'apporter leur appui technique et de prendre en charge le regroupement des enfants ainsi que la comptabilité des quotas de subsides octroyés par la Communauté française, la Cocof et les Provinces, ont fait du théâtre jeune public un outil cohérent de l'émancipation culturelle et artistique des jeunes publics.

Tout semble être pour le mieux dans le meilleur des mondes, quarante ans après la mise en place des premières politiques en faveur du théâtre pour la jeunesse ?

Repartons des objectifs des précurseurs de ces politiques, quels étaient-ils ?

- **Offrir, aux jeunes et aux enseignants, matière à réfléchir, matière à grandir.**

Sur ce point, l'évolution du théâtre jeunes publics, comme signalé plus haut, a permis d'aborder les thèmes les plus pointus, voire, les plus tabous. La capacité des compagnies à maîtriser par des formes recherchées et adaptées à leurs publics, les sujets les plus sensibles ont fait émerger chez les plus jeunes des prises de conscience sur des enjeux familiaux, de sociétés ou encore d'épanouissement personnel, entre autres.

Le travail mené avec les Centres culturels a certainement aidé à progresser en ce sens, donnant au théâtre à l'école sa vraie dimension culturelle, à l'artiste son rôle émancipateur.

- **L'accès à l'art en général et au théâtre, en particulier, pour changer les comportements socioculturels.**

Plus d'art, plus de théâtre pour une école différente, non seulement axée sur l'apprentissage des savoirs, mais aussi, porteuse d'émancipation, de pluralité et de changement.

Une école où la culture est à la fois lien social entre tous et facteur de développement individuel et collectif.

On pouvait l'espérer, face aux problèmes sociaux, sociétaux ou relationnels, l'apport de culture dans l'école constituerait le rempart indispensable contre tous les extrémismes, toutes les dérives individualistes, toutes les exclusions.

Elle favoriserait la prise en compte de l'autre, de ses différences mais aussi de ses richesses.

De l'école des caïds aux décrets inscriptions, de la violence à l'égard des enseignants au racket entre élèves, l'école d'aujourd'hui n'a cependant rien d'idyllique, elle n'est pas souvent lieu de solidarité.

Au fil de la dégradation de notre société, l'école se dégrade, cela va de soi. « Ouvrir une école, c'est fermer une prison » l'adage de Victor Hugo a fait long feu, le théâtre n'y a rien changé... ou peut-être les choses auraient-elles été pire, peut-on l'imaginer ?

- **L'éducation à l'art, faire de nos enfants les spectateurs de demain.**

Ces chères petites têtes blondes, aux yeux pleins d'étoiles quand ils sortent de la salle de spectacles auraient-elles des mémoires de poissons rouges ?

Certes, non. Pas tous ! Certains deviennent ingénieurs, fonctionnaires, infirmières, plombiers, informaticiens.

Mais où sont-ils à vingt-cinq ans ? En tous cas, ils ne viennent plus en rangs serrés dans nos théâtres, ni nos musées. Ont-ils oublié le plaisir éprouvé lors de ces représentations scolaires ? Alors qu'un Centre culturel regrette de ne pouvoir disposer de

suffisamment de quotas (entendez de subsides) pour organiser au moins deux spectacles par enfant, par an, pour la population scolaire de son territoire, il lui arrivera rarement de devoir dédoubler une séance tout public.

Mais où diable sont passés ces jeunes ? Qu'est-ce qu'on leur a fait pour qu'ils boudent les salles, cinq ou dix ans, après avoir quitté le secondaire ?

Tout cet émerveillement n'était-il que tromperie ? Ce public captif, comme on l'appelle, était-il captif, au point de nous mentir sur ses émotions, sur le plaisir ressenti ? Tout cela n'était-il que duperie et faux-semblant ?

Pourtant les enfants ne mentent pas. Demandez à n'importe quel comédien, il vous le dira ! Il n'y a pas plus exigeant qu'un public d'enfants. S'il n'aime pas, il vous le fait sentir tout de suite ! Alors ? Quoi ? Que s'est-il passé ?

Erreur de stratégie ?

Devenus adultes, nous ne sommes cependant pas des incultes ! Adeptes des JT et d'internet, nous sommes même très au fait des dernières tendances, des derniers prix littéraires, des derniers Césars, nos conversations sont émaillées des derniers potins de la Croisette et du chic du dernier chapeau d'Amélie Nothomb.

Et certes, nous sommes fiers du cinéma belge mais nous irons plutôt voir les grosses productions américaines, nous adorons Thomas Gunzig mais nous lirons plus volontiers Dan Brown, nous irons, un jour au Musée Magritte mais après le salon de l'auto, nous prendrons un abonnement au théâtre, l'année prochaine, sans doute, mais si d'aventure nous passons par New York, nous nous précipiterons, illico, sur Broadway pour assister à une comédie musicale.

Effet marketing ? Sans aucun doute, mais pas seulement.

Nos théâtres, nos centres culturels, nos musées,... sont entrés dans l'ère de la communication, eux aussi. Affiches, radios, télévisions, newsletters nous tiennent au courant de l'actualité culturelle, les offres d'abonnements nous sont déclinées à la carte.

Alors, solution de facilité ? La culture, dite non-commerciale, s'associe-t-elle dans nos esprits à un sentiment d'effort, d'ennui ? Sommes-nous tellement fatigués, avons-nous tellement besoin de divertissements faciles ?

Quel message avons-nous fait passer ? Que s'est-il passé entre le moment où les jeunes ont quitté le secondaire et le moment où ils sont devenus adultes ? Qu'induit notre société pour rendre notre culture tellement difficile d'accès ?

Comment, dès lors, évaluer la mise en œuvre de ce grand idéal du théâtre à l'école, du théâtre pour tous ?

Tout d'abord, saluer la parfaite complémentarité des pouvoirs publics qui ne s'est jamais interrompue depuis les années 70. C'est un des secteurs où l'ensemble du territoire a été, en permanence, couvert par la Communauté française et conjointement par la Cocof et les Provinces, dans des procédures de subsides harmonisées. Les budgets octroyés n'ont jamais été remis en cause par l'un ou l'autre des pouvoirs associés. Chaque année, des milliers d'enfants, quelque soit leur condition sociale vont au théâtre, pas tous, pas encore, mais ici on touche presque au but.

Nos compagnies restent un fleuron du théâtre jeunes publics francophone international.

La diffusion s'est amplifiée, structurée et, comme on l'a vu plus haut, professionnalisée depuis quarante ans. Le théâtre à l'école n'apparaît plus comme du temps perdu sur le programme, les enseignants s'y sont familiarisés et savent l'aborder intelligemment avec leurs élèves.

Les enfants et les jeunes y prennent plaisir, découvrent l'émotion artistique, s'ouvrent à de nouvelles formes d'expression.

Les objectifs « immédiats » ont donc été rencontrés.

Mais les effets ne semblent pas s'être inscrits dans la durée. Comment en déterminer les causes ? C'est ici que le débat commence, c'est ici que les idées divergent, c'est ici que nous devons remettre notre ouvrage sur le métier...

SOURCES & INFOS UTILES

- Réseau social de Barack Obama - My.BarackObama.com

- Réseau social de Ségolène Royal - www.desirsdavenir.org

- Site Wikileaks - <http://wikileaks.org/> (l'adresse de ce site est fluctuante en raison du conflit qui oppose ce site au Gouvernement américain)

- *Militants 2.0. Coopol et Créateurs de Possibles, Les partis traditionnels à l'assaut du web participatif.* Vincent Lemaire, Université de Paris-Est Marne-La-Vallée, CFA Descartes. Juin 2010

- *Démocratie et citoyenneté à l'ère numérique : les nécessités d'un enseignement.* Jean-Pierre Archambault, Chargé de mission veille technologique CNDP-CRDP de Paris – Juin 2005

- Luc Wilkin : http://www.soco-ulb.be/fr/membres_wilkin-luc.html

- La république des Idées, « Réinventer la démocratie », Cahier du Monde, Avril 2009

- Internet est-il soluble dans la démocratie ?, Vertus démocratiques de l'Internet. Dominique Cardon – www.laviedesidees.fr

- Commissariat EASI-WAL - <http://easi.wallonie.be/>

- «La Citoyenneté est-elle soluble dans l'Internet ? », Colloque du 17 mars 2001 à l'initiative de la Direction Générale de la Culture de la Communauté française

Présence et Action Culturelles – Analyse 2011-05